



COMMISSION EUROPÉENNE
OFFICE POUR LES INFRASTRUCTURES ET LA LOGISTIQUE – BRUXELLES
Directeur

Projet de CONTRAT-CADRE DE FOURNITURES

N°OIB/2019/OP/0006/C0/L0

L'Union européenne (ci-après dénommée «**l'Union**»), représentée par la Commission européenne (ci-après dénommée «**le pouvoir adjudicateur**» ou «**la Commission**»), représentée en vue de la signature du présent contrat par Monsieur Marc Mouligneau, Directeur de «l'Office pour les Infrastructures et la Logistique – Bruxelles»

d'une part, et

[*dénomination officielle complète*]

[*forme juridique officielle*]¹

[*numéro d'enregistrement légal*]²

[*adresse officielle complète*]

[*n° du registre de la TVA*]

[désigné(e) comme chef de file du groupement par les membres du groupement qui a présenté l'offre conjointe]

[*En cas d'offre conjointe, reproduire ces données pour chaque contractant et poursuivre la numérotation*]

[(ci-après collectivement] «le contractant»), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat-cadre par [*prénom, nom et fonction du représentant légal et nom de l'entreprise en cas d'offre conjointe*],

d'autre part,

¹ Supprimer si le contractant est une personne physique ou un organisme de droit public.

² Supprimer si le contractant est un organisme de droit public. Pour les personnes physiques, indiquer le numéro de leur carte d'identité ou, à défaut, de leur passeport ou d'un document équivalent.

SONT CONVENU(E)S

des **conditions particulières**, des **conditions générales des contrats-cadres** de fournitures et des annexes suivantes:

Annexe I – Cahier des charges référence n° OIB/2019/OP/0006 composé de la lettre d’invitation à soumissionner et des annexes suivantes :

- I. Check-list des documents à compléter et à fournir
- II. Clauses administratives
- III. Caractéristiques techniques environnementales
 - III.1 Cartouche - protocole du test
- IV. Bordereau technique
- V. Bordereau financier – instructions
 - V.1 Bordereau financier
- VI. Projet de contrat cadre de fournitures
- VII. Instructions de l’application e-Submission
 - Questions-réponses sur le cahier des charges (le cas échéant)

Annexe II – Offre du contractant avec référence n°.... du

Annexe III – Modèle de bon de commande et modèle de contrat spécifique

Annexe IV – Modèle de document de notification

Annexe V – Modèle de liste électronique

qui font partie intégrante du présent contrat-cadre (ci-après «le CC»).

Le présent CC prévoit:

1. la procédure par laquelle le pouvoir adjudicateur peut commander des fournitures au contractant;
2. les dispositions applicables à tout contrat spécifique que le pouvoir adjudicateur et le contractant peuvent conclure dans le cadre du présent CC; et
3. les obligations des parties pendant et après la durée du présent CC.

Aucun document produit par le contractant (accords d’utilisation finale, conditions générales, etc.), à l’exception de son offre, n’est applicable, sauf mention contraire explicite dans les conditions particulières du présent CC. En toutes circonstances, en cas de contradiction entre le présent CC et les documents produits par le contractant, le présent CC fait foi, indépendamment des dispositions contraires figurant dans les documents du contractant.

PRÉAMBULE

La Commission a publié au Journal officiel de l'Union européenne S [n°] du [date], un appel d'offres portant la référence OIB.02/PO/2018///, relatif à la fourniture d'articles de bureau, de consommables informatiques, de papier d'impression et de copie, conçus de manière durable, en son nom et au nom des pouvoirs adjudicateurs suivants (ci-après dénommés collectivement «le pouvoir adjudicateur» ou «autres Entités de l'Union ») :

- Commission européenne à Athènes, Barcelone, Belfast, Berlin, Bonn, Bratislava, Bruxelles, Bucarest, Budapest, Cardiff, Copenhague, Dublin, Edimbourg, Grange, Helsinki, La Haye, La Valette, Lisbonne, Ljubljana, Londres, Luxembourg, Ispra, Geel, Karlsruhe, Madrid, Marseille, Milan, Munich, Nicosie, Paris, Petten, Prague, Riga, Rome, Séville, Sofia, Stockholm, Tallinn, Varsovie, Vienne, Vilnius, Zagreb;
- Parlement européen (PE) à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg;
- Cour des Comptes à Luxembourg;
- Comité économique et social (CESE) à Bruxelles;
- Comité européen des régions (CdR) à Bruxelles;
- Médiateur européen à Bruxelles et Strasbourg;
- Agence européenne pour la Sécurité maritime (EMSA) à Lisbonne;
- Entreprise commune européenne pour ITER et le développement de l'énergie de fusion (F4e) à Barcelone, Cadarache et Garching;
- Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) à Cologne;
- Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" (EACEA) à Bruxelles;
- Agence exécutive pour la recherche (REA) à Bruxelles;
- Unité de coopération judiciaire de l'Union européenne (EUROJUST) à La Haye;
- Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) à Bruxelles Luxembourg;
- Autorité européenne des assurances et des pensions (EIOPA) à Francfort;
- Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) à Bilbao;
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) à Parme;
- Agence du GNSS européen (GSA) à Prague;
- Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) à Paris;
- Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) au Luxembourg;
- Agence européenne des médicaments (EMA) à Amsterdam;
- Autorité bancaire européenne (EBA) à Paris;
- Agence européenne en matière de répression de la criminalité (EUROPOL) à La Haye;
- Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) à Stockholm;
- Agence européenne de défense (EAD) à Bruxelles;
- Entreprise commune SESAR à Bruxelles;

- Ecole européenne Bruxelles I à Bruxelles;
- Ecole européenne Bruxelles II à Bruxelles;
- Ecole européenne Bruxelles III à Bruxelles;
- Ecole européenne Bruxelles IV à Bruxelles;
- Ecole européenne à Bergen;
- Ecole européenne à Munich;
- Ecole Européenne Luxembourg I à Luxembourg;
- Ecole européenne Luxembourg II à Luxembourg;
- Ecole européenne à Varese;
- Ecole européenne à Alicante;
- Ecole européenne à Mol;
- Bureau du Secrétaire générale des Écoles européennes à Bruxelles.

Les Conditions Particulières et Générales du présent Contrat, chaque fois que la "Commission" est mentionnée, il y a lieu d'entendre "la Commission, et les autres Entités de l'Union associées" sauf dans les articles I.10, II.10, II.11, II.12, II.17 et II.18 où seule la Commission est visée.

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE	3
Table des matières	5
I. Conditions particulières	7
I.1. Ordre de priorité des dispositions	7
I.2. Objet.....	7
I.3. Entrée en vigueur et durée du CC	7
I.4. Désignation du contractant et mise en œuvre du CC	8
I.4.1. Désignation du contractant	8
I.4.2. Période de livraison des fournitures.....	8
I.4.3. Mise en œuvre du CC unique	8
I.4.4. Livraison	8
I.5. Prix	8
I.5.1. Les prix des fournitures sont ceux qui figurent à l'Annexe II.....	8
I.6. Modalités de paiement	10
I.6.1. Préfinancement	10
Le préfinancement n'est pas applicable au présent CC.....	10
I.6.2. Paiement[s] intermédiaires[s]	10
Le paiement intermédiaire n'est pas applicable au présent CC.	10
I.6.3. Paiement du solde	10
I.6.4. Garantie de bonne fin.....	11
I.6.5. Retenue de garantie.....	11
I.7. Compte bancaire	11
I.8. Modalités de communication	11
I.9. Traitement des données à caractère personnel	12
I.10. Résiliation par les parties	13
I.11. Loi applicable et règlement des litiges.....	13
I.12. CC interinstitutionnel.....	13
I.13. Modalités de vérification des droits d'accès du personnel sur site.....	13
I.14. Autres conditions particulières	15
I.14.1. Les articles II.14 et II.15 des conditions générales ne sont pas d'application.....	15
I.14.2. Modification de la situation du contractant	15
I.14.3. Langue de travail.....	15
I.14.4. Assurances	15
I.14.5. Accès aux immeubles	15
I.14.6. Accès aux parkings	16
I.14.7. Calendrier.....	16
I.14.8. Publicité du Contrat	16
I.14.9. Dommages et intérêts.....	16
II. Conditions générales du contrat-cadre de fournitures	18
II.1. Définitions	18
II.2. Rôles et responsabilités dans le cas d'une offre conjointe	20
II.3. Divisibilité	20
II.4. Livraison de fournitures.....	20
II.5. Communication entre les parties	24
II.5.1. Forme et moyens de communication.....	24
II.5.2. Date des communications par courrier postal et par courrier électronique	24
II.5.3. Présentation de documents électroniques via e-PRIOR	25
II.5.4. Validité et date des documents électroniques.....	26
II.5.5. Personnes autorisées dans e-PRIOR.....	26

II.6. Responsabilité.....	27
II.7. Conflit d'intérêts et intérêts à caractère professionnel contradictoires.....	27
II.8. Confidentialité	28
II.9. Traitement des données a caractere personnel	29
II.10. Sous-traitance	31
II.11. Avenants	31
II.12. Cession.....	32
II.13. Force majeure	32
II.14. Dommages-intérêts	32
II.14.1. Livraison tardive	32
II.14.2. Procédure	33
II.14.3. Nature des dommages-intérêts.....	33
II.14.4. Réclamations et responsabilité	33
II.15. Réduction des prix	33
II.15.1. Normes de qualité.....	33
II.15.2. Procédure	33
II.15.3. Réclamations et responsabilité	34
II.16. Suspension de la mise en œuvre du CC.....	34
II.16.1. Suspension par le contractant	34
II.16.2. Suspension par le pouvoir adjudicateur.....	34
II.17. RESILIATION DU CC	35
II.17.1. Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur.....	35
II.17.2. Motifs de résiliation par le contractant	36
II.17.3. Procédure de résiliation	36
II.17.4. Effets de la résiliation	37
II.18. Factures, taxe sur la valeur ajoutée et facturation électronique.....	37
II.18.1. Factures et taxe sur la valeur ajoutée.....	37
II.18.2. Facturation électronique	38
II.19. Révision des prix	38
II.20. Paiements et garanties	39
II.20.1. Date du paiement.....	39
II.20.2. Monnaie.....	39
II.20.3. Conversion.....	39
II.20.4. Frais de virement	39
II.20.5. Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie	39
II.20.6. Paiements intermédiaires et paiement du solde.....	40
II.20.7. Suspension du délai de paiement.....	40
II.20.8. Intérêts de retard	41
II.21. Recouvrement.....	41
II.22. Contrôles et audits	42
Contrat spécifique	44
Bon de commande	48

I. CONDITIONS PARTICULIERES

I.1. ORDRE DE PRIORITE DES DISPOSITIONS

En cas de conflit entre les différentes dispositions du présent CC, il convient d'appliquer les règles énoncées ci-après.

- a) Les dispositions des conditions particulières prévalent sur celles des autres parties du CC.
- b) Les dispositions des conditions générales prévalent sur celles du bon de commande et du contrat spécifique.
- c) Les dispositions du bon de commande et du contrat spécifique (annexe III) prévalent sur celles des autres annexes.
- d) Les dispositions du cahier des charges (annexe I) prévalent sur celles de l'offre (annexe II).
- e) Les dispositions du CC prévalent sur celles des contrats spécifiques.
- f) Les dispositions des contrats spécifiques prévalent sur celles des demandes de fournitures.
- g) Les dispositions des demandes de fournitures prévalent sur celles des offres spécifiques.

Toute référence aux contrats spécifiques s'applique également aux *bons de commande* sauf à l'article I.4.3 où la distinction y est déjà faite.

I.2. OBJET

Le CC a pour objet la fourniture d'articles de bureau, de consommables informatiques, de papier d'impression et de copie, conçus de manière durable.

I.3. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CC

I.3.1 Le CC entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière partie.

I.3.2 La *mise en œuvre du CC* ne peut commencer avant son entrée en vigueur.

I.3.3 Le CC est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de son entrée en vigueur.

I.3.4 Tout contrat spécifique ou bon de commande doit être signé par les parties avant l'expiration du CC.

Après son expiration, le CC demeure en vigueur à l'égard de ses contrats spécifiques et/ou de ses bons de commande. Les fournitures sur lesquelles portent ces contrats spécifiques doivent être livrées au plus tard six mois après son expiration.

I.3.5 Reconduction du CC

Le CC est reconduit tacitement trois (3) fois pour une période respective de 12 mois, aux mêmes conditions, sauf si l'une des parties reçoit une *notification formelle* contraire au moins

six (6) mois avant la fin de la période en cours. La reconduction ne modifie ni n'ajourne les obligations existantes.

I.4. DESIGNATION DU CONTRACTANT ET MISE EN ŒUVRE DU CC

I.4.1. Désignation du contractant

Le pouvoir adjudicateur désigne un contractant pour un CC unique.

I.4.2. Période de livraison des fournitures

La période de livraison des fournitures commence à courir à la date de signature du contrat spécifique par la dernière partie, sauf si le document indique une autre date.

I.4.3. Mise en œuvre du CC unique

Lorsque le pouvoir adjudicateur a adressé un bon de commande au contractant, il doit recevoir le bon de commande complété ou une offre spécifique, dûment daté(e) et signé(e), dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur. Un non renvoi des documents signés dans les délais requis vaut acceptation tacite.

Lorsque le pouvoir adjudicateur a adressé un contrat spécifique sur support papier ou par courrier électronique (ou via e-PRIOR) au contractant, il doit le recevoir dûment daté et signé par ce dernier dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur.

En cas de refus d'exécution du contrat spécifique ou du bon de commande, le contractant devra communiquer les raisons pour lesquelles il ne peut accepter la commande.

Si le contractant refuse à plusieurs reprises d'exécuter les contrats spécifiques ou les bons de commande, il peut être considéré comme violant ses obligations en vertu du CC comme indiqué à l'article II.17.1, point c).

I.4.4. Livraison

Les fournitures et services associés sont livrés et exécutés sur les différents sites de chaque Pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'annexe I.

I.5. PRIX

I.5.1. Les prix des fournitures sont ceux qui figurent à l'Annexe II.

I.5.2. Révision des prix

I.5.2.1 Articles du catalogue interne (hormis le papier d'impression et de copie)

Dès l'entrée en vigueur du Contrat, le Service gestionnaire du Contrat sera responsable de la gestion des catalogues internes des différentes Entités.

La révision des prix est déterminée par la formule prévue à l'article II.19 et par l'évolution des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) 2015 publiés sur le site d'Eurostat à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/hicp/data/main-tables>, dans la rubrique "Principaux tableaux" – "00. Indice global" – "Belgium zone".

Par dérogation à l'article II.19, le pouvoir adjudicateur achète aux prix en vigueur à la date de la commande passée au travers du système de commande électronique.

I.5.2.2 Articles du catalogue général

Dès l'entrée en vigueur du contrat, chaque Entité sera responsable de la gestion de son propre CG.

Les CG seront évolutifs: l'actualisation se fera sur base semestrielle sauf dispositions contraires convenues entre les parties.

Lors de chaque actualisation semestrielle, le Contractant transmettra par courrier électronique, au plus tard à la fin du mois M-1 du semestre concerné, le CG pour approbation préalable au Service Gestionnaire de chaque Entité, lequel disposera de 10 jours ouvrables à compter de la date de réception du courrier électronique pour approuver ou refuser l'objet de l'actualisation.

Tout nouveau CG actualisé sera d'application au travers du système de commande électronique le mois suivant la communication via courrier électronique de son acceptation par le Service gestionnaire.

La clause limitative dite « de butoir » s'appliquera : sur la durée du Contrat, le prix de chaque article du CG (pour chacun des pays) ne pourra pas dépasser de plus de 15 % le prix initial figurant dans le catalogue général remis dans le cadre de l'offre.

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'appliquera : la Commission se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions de l'article I.10 du présent Contrat, en cas d'actualisation des prix entraînant une hausse supérieure au taux de la clause de butoir mentionnée ci-avant.

I.5.2.3 Papier d'impression et de copie

Les prix des papiers d'impression et de copie peuvent être révisés à la hausse ou à la baisse, sur demande d'une des parties adressée par courrier électronique ou par courrier au plus tard trois semaines avant la fin du trimestre en cours. Le pouvoir adjudicateur achète aux prix en vigueur à la date de la commande passée au travers du système de commande électronique. Ces prix ne sont pas révisables.

La révision des prix est calculée au moyen de la formule suivante:

$$Pr = Po (0,2 Ip/Io + 0,8 Gp / Go)$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé ;

Po = prix de l'offre;

Ip = indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH) (zone Belgium) d'application au mois m-2 (m étant le mois au cours duquel la demande de révision est introduite). Cet indice est disponible sur le site d'Eurostat à l'adresse suivante: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/hicp/data/main-tables>, dans la rubrique "Principaux tableaux" – "00. Indice global" – "Belgium zone";

Io = indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH) (zone Belgium) du mois d'entrée en vigueur du CC;

Gp = prix net moyen (EUR) à la tonne de ramettes pour une livraison par 20 tonnes. Ce prix est calculé en faisant la moyenne arithmétique, pour les trois derniers mois disponibles à l'échéance de chaque trimestre*, des moyennes des prix nets minimum et maximum mentionnés dans la publication mensuelle Pap'Argus 'Tableau sortes graphiques' - 'Rubrique papier non couché sans bois' - 'Copie A4(B)';

Go = prix net (EUR) à la tonne de ramettes pour une livraison par 20 tonnes pour le mois d'entrée en vigueur du CC.

* Les trois derniers mois disponibles s'entendent comme suit :

- Pour l'échéance du premier trimestre de l'année n : décembre n-1, janvier n, février n;
- Pour l'échéance du deuxième trimestre de l'année n : mars n, avril n, mai n;
- Pour l'échéance du troisième trimestre de l'année n : juin n, juillet n, août n;
- Pour l'échéance du quatrième trimestre de l'année n : septembre n, octobre n, novembre n.

I.6. MODALITES DE PAIEMENT

I.6.1. Préfinancement

Le préfinancement n'est pas applicable au présent CC.

I.6.2. Paiement[s] intermédiaires[s]

Le paiement intermédiaire n'est pas applicable au présent CC.

I.6.3. Paiement du solde

1. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander le paiement conformément à l'article II.20.6.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit envoyer une facture sur support papier ou via e-prior pour demander le paiement au titre d'un contrat spécifique ou d'un bon de commande, conformément aux dispositions du cahier des charges (voir point 3.13.10 des clauses administratives), accompagnée du (des) bon(s) de livraison. Pour les besoins de la seule Commission, toute facture émise devra être ventilée par équipe logistique de proximité.

2. Le Pouvoir adjudicateur doit effectuer le paiement dans les trente jours suivant la réception de la facture, à moins qu'il ne rejette partiellement ou entièrement les documents ou fournitures présentés.

3. Si le pouvoir adjudicateur doit formuler des observations, il doit les envoyer au contractant et suspendre le délai de paiement conformément à l'article II.20.7.

Le contractant dispose de 20 jours calendrier pour présenter des informations supplémentaires ou des corrections relatives à toute facture à la demande du pouvoir adjudicateur.

4. Le pouvoir adjudicateur doit donner son approbation et effectuer le paiement durant le reste du délai indiqué au point 2., à moins qu'il ne rejette partiellement ou entièrement les documents ou fournitures présentés.

I.6.4. Garantie de bonne fin

La garantie de bonne fin n'est pas applicable au présent CC.

I.6.5. Retenue de garantie

La retenue de garantie n'est pas applicable au présent CC.

I.7. COMPTE BANCAIRE

Les paiements doivent être effectués sur le compte bancaire du contractant (ou du chef de file en cas d'offre conjointe), libellé en euros, identifié comme suit:

Nom de la banque:

Adresse complète de l'agence bancaire:

Identification précise du titulaire du compte:

Numéro de compte complet, y compris les codes bancaires:

[Code IBAN:]

I.8. MODALITES DE COMMUNICATION

Aux fins du présent CC, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes:

Pouvoir adjudicateur:

Commission européenne

Office pour les Infrastructures et la Logistique – Bruxelles

A l'attention du Chef d'Unité OIB.OS.02

Bureau CSM-1 03/P001

B-1049 Bruxelles

E-mail (boîte fonctionnelle)

Contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe):

[Nom complet]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [compléter]

Par dérogation aux dispositions du présent article, des coordonnées différentes peuvent être fournies pour le pouvoir adjudicateur ou le contractant dans des contrats spécifiques.

I.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I.9.1 Traitement des données à caractère personnel par le pouvoir adjudicateur

Aux fins de l'article II.9.1,

- (a) le responsable du traitement des données sont les unités OIB.02 et OIB.OS.2 de l'Office pour les Infrastructures et la Logistique - Bruxelles;
- (b) l'avis relatif à la protection des données est disponible à l'adresse suivante:
https://ec.europa.eu/info/data-protection-public-procurement-procedures_en.

I.9.2 Traitement des données à caractère personnel par le contractant

Aux fins de l'article II.9.2,

- (a) l'objet et la finalité du traitement des données à caractère personnel par le contractant sont pour pouvoir effectuer les livraisons;
- (b) la localisation des données à caractère personnel traitées par le contractant et l'accès à ces données doivent répondre aux exigences suivantes:
 - i. les données à caractère personnel doivent être traitées exclusivement sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen et ne quitteront pas ce territoire;
 - ii. les données doivent être conservées exclusivement dans des centres de données situés sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen;
 - iii. aucun accès n'est accordé à ces données en dehors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen;
 - iv. le contractant n'est pas autorisé à modifier le lieu du traitement des données sans l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur;
 - v. tout transfert de données à caractère personnel au titre du CC vers des pays tiers ou des organisations internationales doit satisfaire pleinement aux exigences du chapitre V du règlement (UE) 2018/1725³.

³ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE, JO L 295 du 21.11.2018, p. 39 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R1725&from=FR>

I.10. RESILIATION PAR LES PARTIES

Chaque partie peut résilier le CC et/ou le CC et les contrats spécifiques en envoyant une *notification formelle* à l'autre partie avec préavis écrit de six mois.

En cas de résiliation du CC ou d'un contrat spécifique:

- a) aucune partie n'a droit à une quelconque indemnisation;
- b) le contractant n'a droit qu'au paiement des fournitures livrées avant la prise d'effet de la résiliation.

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article II.17.4 sont applicables.

I.11. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

I.11.1 Le CC est régi par le droit de l'Union, complété, si nécessaire, par le droit belge.

I.11.2 Tout litige concernant l'interprétation, l'application ou la validité du CC relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

I.12. CC INTERINSTITUTIONNEL

I.12.1 Le présent CC est interinstitutionnel. Le pouvoir adjudicateur principal, la Commission européenne, agit en son propre nom et au nom des entités énumérées dans le préambule du CC en tant que pouvoirs adjudicateurs qui ont donné procuration au pouvoir adjudicateur principal avant la signature du CC. Le pouvoir adjudicateur principal signe le CC et les éventuels avenants en son nom et au nom de tous les autres pouvoirs adjudicateurs.

I.12.2 Chaque pouvoir adjudicateur est responsable des contrats spécifiques qu'il passe.

I.12.3 Si le contractant a une réclamation concernant la conclusion, l'exécution ou la résiliation d'un contrat spécifique, il demeure néanmoins lié par ses obligations stipulées dans le CC et les autres contrats spécifiques.

I.13. MODALITES DE VERIFICATION DES DROITS D'ACCES DU PERSONNEL SUR SITE

I.13.1 Aux fins du présent article, les définitions suivantes s'appliquent:

« **Personnel** » : personnes employées directement ou indirectement ou en sous-traitance par le Contractant pour exécuter le contrat-cadre.

« **Personnel sur site** » : personnel qui se voit octroyer des droits d'accès aux locaux du Pouvoir Adjudicateur, en Belgique, pour une période à court ou long terme, chaque fois que cela se révèlera nécessaire pour l'exécution d'un contrat spécifique.

I.13.2. Conformément aux articles 3, 7 et 8 de la Décision de la Commission (UE, Euratom) 2015/443 du 13.3.2015 relative à la Sécurité au sein de la Commission (JO L 72 du 17.3.2015, p. 41), le personnel sur site peut faire l'objet d'une vérification de ses antécédents afin de prévenir et de maîtriser les risques pour la sécurité du personnel, des biens et des informations de la Commission. En outre, conformément à la loi belge du 11.12.1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité, aux certificats de sécurité et aux conseils de sécurité (Moniteur belge du 7.5.1999, p. 15.752), le droit d'accès du personnel sur site au sein des locaux du Pouvoir Adjudicateur peut être subordonné à la délivrance par les autorités belges d'un avis de sécurité positif. En l'absence d'un avis de sécurité négatif, les droits d'accès existants demeurent valides.

I.13.3. Afin de permettre aux autorités belges de donner un avis de sécurité, le Contractant soumettra au personnel sur site concerné le document de notification joint au présent Contrat.

Les documents de notification dûment remplis et signés (portant la mention « Document de Notification ») seront renvoyés à la Direction Sécurité de la Commission (Commission européenne, HR.DS - BERL 3/190) et une liste électronique à jour des données personnelles pertinentes sera transmise à l'adresse « EC-SECURITY-SCREENING@ec.europa.eu », au plus tard 30 jours après la signature du présent contrat.

I.13.4. L'omission ou le refus de remplir le Document de Notification peut entraîner le refus des droits d'accès du personnel aux bâtiments de la Commission.

I.13.5. Le Pouvoir Adjudicateur reconnaît que dans des cas exceptionnels, le Contractant pourrait ne pas être en mesure de fournir à court terme du personnel sur site ayant reçu un avis de sécurité positif. Néanmoins, le Contractant s'engage à fournir du personnel sur site ayant reçu un avis de sécurité positif pour les bâtiments de la Commission suivants : Berlaymont, Breydel, Charlemagne, Centre Albert Borschette, Luxembourg 46, Montoyer 59 et Madou. Cette liste peut être sujette à modification à la demande de la Direction Sécurité de la Commission. Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur avisera dûment le Contractant de pareil changement.

I.13.6. Si les droits d'accès du personnel en place sont octroyés au moyen d'une carte d'accès de la Commission, cette carte reste la propriété de la Commission européenne et doit être restituée au bureau des cartes de service (rue Montoyer 34 – 1049 Bruxelles – MEZ/120 – du lundi au vendredi de 8h30 à 16h30) sur demande, à sa date d'expiration ou si les conditions d'accès ne sont plus respectées et, notamment, lorsque le personnel travaillant sur place ne fait plus l'objet d'un avis de sécurité positif.

Si la carte d'accès de la Commission n'est pas restituée, le pouvoir adjudicateur peut réclamer au Contractant des dommages et intérêts d'un montant de 100 EUR par jour de retard, à concurrence d'un montant de 1.000 EUR. Ce montant représente une estimation raisonnable de la juste compensation des dommages subis.

I.14. AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

I.14.1. Les articles II.14 et II.15 des conditions générales ne sont pas d'application

I.14.2. Modification de la situation du contractant

Le contractant informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de sa situation (financière, technique, juridique ou organisationnelle) ou toute condamnation (pénale ou administrative), notamment les sanctions relatives aux cotisations de sécurité sociale et impôts dont il fait l'objet.

I.14.3. Langue de travail

Les langues de travail de la Commission sont le français, l'anglais et l'allemand. Pour le présent contrat, la langue usuelle de travail est le français et/ou l'anglais.

I.14.4. Assurances

Le contractant est tenu de fournir avant le début de l'exécution du contrat et ensuite sur simple demande du pouvoir adjudicateur, la preuve qu'il a contracté les assurances correspondant aux prescriptions du cahier de charges. Les couvertures prennent effet dès l'entrée en vigueur du contrat. Le contractant doit aussi, à tout instant, pouvoir fournir la preuve qu'il a payé les primes dont il est redevable. Les éventuelles franchises sont à charge du contractant.

I.14.5. Accès aux immeubles

Le personnel, qu'il appartienne au Contractant ou à un de ses sous-traitants, sera obligatoirement et visiblement porteur d'un badge que lui fournira la Commission, qu'il devra pouvoir présenter à tout moment à toute réquisition des services de la Commission et devra remettre à ces mêmes services en cas de cessation de fonction dans le cadre du contrat ou de renouvellement du badge. Ces badges d'accès restent la propriété de la Commission qui se réserve la possibilité de les récupérer à tout moment.

En cas de perte ou de vol, le Contractant devra faire une déclaration de perte ou de vol à la police et prévenir la Commission.

Pour les personnes non reprises à son organigramme ou étrangères à sa société, suivant que ces personnes doivent régulièrement ou occasionnellement accéder aux immeubles, le Contractant introduit une demande de badge ou une demande d'accès temporaire (introduite minimum 72 heures à l'avance) signée par une personne habilitée à engager le Contractant. Le Contractant est responsable de ces personnes et de leurs actes.

En dehors des heures de service de la Commission, le personnel du Contractant et de ses sous-traitants n'a accès que sur accord spécifique de la Commission sollicité préalablement (demande d'accès temporaire) ou au moment-même en cas d'urgence suivant les procédures de la Commission.

La Commission permettra au personnel du Contractant l'accès aux immeubles concernés par les commandes. A l'exception du personnel d'encadrement du Contractant, aucun agent ne sera admis s'il n'est pas vêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de logo ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel, les véhicules et le matériel du Contractant et de ses sous-traitants peuvent faire l'objet de contrôle à l'entrée et à la sortie des lieux d'exécution des prestations.

I.14.6. Accès aux parkings

Dans la limite des disponibilités et sans garantir de place, la Commission donne toutes les facilités nécessaires pour permettre aux véhicules du Contractant l'accès aux parkings des immeubles où les interventions doivent être exécutées. L'accès des voitures privées est strictement interdit.

Le Contractant reçoit un badge d'accès au parking, sur présentation de la carte d'immatriculation du véhicule au nom du Contractant.

Son personnel respecte strictement les consignes d'utilisation des parkings. Dans le cas contraire, la Commission se réserve le droit de supprimer cet accès aux seuls dépens du Contractant.

L'interdiction de fumer s'applique à tous les locaux et aux parkings.

I.14.7. Calendrier

Le calendrier des jours ouvrés/fériés du Pouvoir adjudicateur est le seul d'application. Il est communiqué chaque année au Contractant, à sa demande.

I.14.8. Publicité du Contrat

Le Contractant ne peut faire état de ses relations contractuelles avec la Commission dans sa correspondance avec des tiers ou dans tout autre document publié ou message à des fins publicitaires ou commerciales sans autorisation écrite préalable.

Il ne peut utiliser des prises de vue extérieures ou intérieures des bâtiments de la Commission sans autorisation écrite préalable de celle-ci.

Le consentement de la Commission prévu aux paragraphes ci-dessus peut être subordonné à des conditions particulières et être limité à une période de temps déterminée.

I.14.9. Indemnités compensatoires

Conformément au point 3.13.9 des Clauses administratives (Annexe II au Cahier des charges), la Commission peut appliquer les Indemnités compensatoires pour les manquements d'exécution y prévus.

Tout Indemnité compensatoire fera l'objet d'une note de crédit et sera déduite du montant de la facture suivante.

SIGNATURES

Pour le contractant,

Pour le pouvoir adjudicateur,

[dénomination sociale/prénom/nom/fonction]

Marc Mouligneau

Directeur de l'Office pour les
Infrastructures et la Logistique –
Bruxelles

Signature[s]: _____

Signature: _____

Fait à, le

Fait à Bruxelles, le

en deux exemplaires en français.

II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT-CADRE DE FOURNITURES

II.1. DEFINITIONS

Aux fins du présent CC, les définitions suivantes (des termes indiqués en *italique* dans le texte) sont applicables:

«**back office**»: le(s) système(s) interne(s) utilisé(s) par les parties pour traiter les factures électroniques;

«**bon de commande**»: forme simplifiée de contrat spécifique par lequel le pouvoir adjudicateur commande des fournitures au titre du CC;

«**conflit d'intérêts**»: situation dans laquelle la *mise en œuvre* impartiale et objective *du CC* par le contractant est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le pouvoir adjudicateur ou un tiers en rapport avec l'objet du CC;

«**contrat spécifique**»: contrat mettant en œuvre le CC et précisant les modalités d'une fourniture à livrer;

«**demande de fournitures**»: document produit par le pouvoir adjudicateur demandant aux contractants d'un CC multiple de fournir une offre spécifique de fournitures dont les conditions ne sont pas entièrement définies dans le CC;

«**document de contrôle des interfaces**»: document d'orientation qui énonce les spécifications techniques, les normes de messagerie, les normes de sécurité, les règles syntaxiques et sémantiques, etc., pour faciliter la connexion de machine à machine. Ce document est mis à jour régulièrement;

«**e-PRIOR**»: plateforme de communication axée sur le service, qui fournit une série de services web et permet l'échange de messages et de documents électroniques normalisés entre les parties. Cet échange se fait au moyen de services web, avec une connexion de machine à machine entre les systèmes de *back office* des parties (*messages EDI*), ou au moyen d'une application web (le *portail fournisseurs*). La plateforme peut être utilisée pour l'échange entre les parties des documents électroniques tels que les *demandes électroniques de fournitures*, les contrats spécifiques électroniques et la délivrance par voie électronique du certificat de conformité ou des factures électroniques. Les spécifications techniques (c'est-à-dire le *document de contrôle des interfaces*), les modalités précises d'accès et les manuels de l'utilisateur sont disponibles à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier_portal/documentation/documentation_en.htm;

«**erreur substantielle**»: toute violation d'une disposition contractuelle résultant d'un acte ou d'une omission qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union;

«**exécution d'un contrat spécifique**»: exécution de tâches et livraison par le contractant des fournitures achetées pour le pouvoir adjudicateur;

«**force majeure**»: toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties, qui empêche l'une d'entre elles d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant du CC. La situation ou l'événement ne doit pas être

imputable à la faute ou à la négligence de l'une des parties ou d'un sous-traitant, et doit se révéler inévitable en dépit de toute la diligence employée. Une défaillance, le défaut des équipements, du matériel ou des matériaux ou leur mise à disposition tardive, les conflits de travail, les grèves et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de *force majeure*, sauf si cette situation est la conséquence directe d'un cas de *force majeure* établi;

«**fraude**»: tout acte ou omission intentionnel portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union relatif à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ou à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique;

«**information ou document confidentiel**»: toute information ou tout document reçu par chaque partie de la part de l'autre partie, ou auquel chaque partie a accès dans le cadre de la *mise en œuvre du CC*, que l'une d'entre elles a désigné par écrit comme étant confidentiel. Les informations et documents confidentiels ne comprennent pas d'informations accessibles au public;

«**intérêts à caractère professionnel contradictoires**»: situation dans laquelle les activités professionnelles précédentes ou actuelles du contractant portent atteinte à sa capacité de mettre en œuvre le CC ou d'exécuter un contrat spécifique selon une norme de qualité appropriée;

«**irrégularité**»: toute violation d'une disposition du droit de l'Union résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union;

«**message EDI**» (échange de données informatisé): message créé et échangé par transfert électronique, d'ordinateur à ordinateur, de données commerciales et administratives au moyen d'une norme convenue;

«**mise en œuvre du CC**»: l'achat de fournitures envisagé dans le CC par la signature et l'*exécution de contrats spécifiques*;

«**notification**» (ou «notifier»): forme de communication entre les parties établie par écrit, y compris par voie électronique;

«**notification formelle**» (ou «notifier formellement»): forme de communication entre les parties établie par écrit par courrier postal ou par courrier électronique, qui fournit à l'expéditeur la preuve irréfutable que le message a été livré au destinataire spécifié;

«**personne liée**»: toute personne ayant le pouvoir de représenter le contractant ou de prendre des décisions en son nom;

«**personnel**»: personnes employées directement ou indirectement par le contractant, ou ayant conclu un contrat avec celui-ci, pour mettre en œuvre le CC;

«**portail fournisseurs**»: portail *e-PRIOR*, qui permet au contractant d'échanger des documents commerciaux sur support électronique, tels que les factures, au moyen d'une interface utilisateur graphique; ses principales caractéristiques sont indiquées dans le document présentant un aperçu du portail fournisseurs, disponible à l'adresse: http://ec.europa.eu/dgs/informatics/supplier_portal/doc/um_supplier_portal_overview.pdf.

II.2. ROLES ET RESPONSABILITES DANS LE CAS D'UNE OFFRE CONJOINTE

En cas d'offre conjointe présentée par un groupement d'opérateurs économiques, et si le groupement n'est pas doté de la personnalité juridique ou de la capacité juridique, un de ses membres est désigné comme chef de file.

II.3. DIVISIBILITE

Chaque disposition du présent CC est dissociable et distincte des autres. Si une disposition est ou devient illégale, invalide ou inapplicable dans une certaine mesure, elle doit être dissociée du reste du CC. Cela ne porte pas atteinte à la légalité, à la validité ou à l'applicabilité des autres dispositions du CC, qui restent pleinement en vigueur. La disposition illégale, invalide ou inapplicable doit être remplacée par une disposition de substitution légale, valide et applicable, qui correspond autant que possible à l'intention réelle des parties qui sous-tend la disposition illégale, invalide ou inapplicable. Le remplacement de cette disposition doit se faire conformément à l'article II.11. Le CC doit être interprété comme s'il contenait la disposition de substitution depuis son entrée en vigueur.

II.4. LIVRAISON DE FOURNITURES

II.4.1 La signature du CC ne garantit pas d'achat réel. Le pouvoir adjudicateur n'est lié que par les contrats spécifiques mettant en œuvre le CC.

II.4.2 Le contractant doit satisfaire aux exigences minimales prévues dans le cahier des charges. Cela comprend le respect des obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE⁴.

II.4.3 Sauf indication contraire, tous les délais stipulés dans le CC sont calculés en jours civils.

II.4.4 Le contractant ne doit pas se présenter comme un représentant du pouvoir adjudicateur et doit informer les tiers qu'il ne fait pas partie de la fonction publique européenne.

II.4.5 Le contractant est responsable du *personnel* qui exécute le contrat et exerce son autorité sur son *personnel* sans interférence du pouvoir adjudicateur. Le contractant doit informer son *personnel*:

- a) qu'il ne peut accepter d'instructions directes de la part du pouvoir adjudicateur; et
- b) que sa participation à la livraison des fournitures ne débouche pas sur un emploi auprès du pouvoir adjudicateur ou sur une relation contractuelle avec ce dernier.

II.4.6 Le contractant doit veiller à ce que le *personnel* mettant en œuvre le CC ainsi que le personnel de remplacement futur possèdent les qualifications et l'expérience

⁴ JO L 94 du 28.3.2014, p. 65.

professionnelles requises pour livrer les fournitures, en fonction des critères de sélection énoncés dans le cahier des charges.

II.4.7 À la demande motivée du pouvoir adjudicateur, le contractant doit remplacer tout membre du *personnel* qui:

- a) ne possède pas l'expertise requise pour livrer les fournitures; ou
- b) a causé des perturbations dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le contractant supporte les coûts de remplacement de son *personnel* et est responsable de tout retard dans la livraison des fournitures résultant du remplacement du *personnel*.

II.4.8 Le contractant doit enregistrer et signaler au pouvoir adjudicateur tout problème altérant sa capacité à livrer les fournitures. Le rapport doit décrire le problème, indiquer la date à laquelle il est apparu et les mesures prises par le contractant pour le résoudre.

II.4.9 Livraison

- a) Délai de livraison

Le délai de livraison est calculé conformément à l'article I.4.

- b) Date, heure et lieu de livraison

La Commission doit être informée par écrit de la date exacte de la livraison dans le délai stipulé à l'article I.4. Toute livraison doit se faire au lieu de livraison convenu, pendant les horaires indiqués à l'article I.4.

Le contractant doit assumer tous les frais et tous les risques liés à la livraison des fournitures jusqu'au lieu de livraison.

- c) Bordereau de livraison

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bordereau en deux exemplaires, datés et signés par le contractant ou son transporteur et mentionnant le numéro du contrat spécifique et le détail des fournitures livrées. Un exemplaire du bordereau de livraison doit être contresigné par le pouvoir adjudicateur et renvoyé au contractant ou à son transporteur.

II.4.10 Certificat de conformité

La signature du bordereau de livraison par le pouvoir adjudicateur, prévue au point c) de l'article II.4.9, vaut simple reconnaissance de la livraison des fournitures, et non de leur conformité au contrat spécifique.

La conformité des fournitures livrées doit être constatée dans un certificat signé par le pouvoir adjudicateur au plus tard un mois après la date de livraison, sauf disposition contraire des conditions particulières ou du cahier des charges.

La conformité ne doit être déclarée que si les conditions d'exécution stipulées dans le CC et dans le contrat spécifique ont été respectées et si les fournitures sont conformes au cahier des charges.

Si, pour des raisons imputables au contractant, le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de procéder à la réception des fournitures, il doit en aviser le contractant par écrit au plus tard à la date d'expiration du délai de déclaration de la conformité.

II.4.11 Conformité au CC des fournitures livrées

La quantité, la qualité, le prix et l'emballage ou le conditionnement des fournitures livrées par le contractant au pouvoir adjudicateur doivent être conformes à ceux prévus dans le CC et dans le contrat spécifique concerné.

Les fournitures livrées doivent:

- a) correspondre à la description donnée dans le cahier des charges et posséder les caractéristiques des fournitures présentées par le contractant au pouvoir adjudicateur sous forme d'échantillons ou de modèles;
- b) être propres à tout usage spécial recherché par le pouvoir adjudicateur, qu'il a porté à la connaissance du contractant au moment de la conclusion du présent CC et que le contractant a accepté;
- c) être propres aux usages auxquels servent habituellement les fournitures du même type;
- d) présenter les normes de qualité élevée et les prestations habituelles de fournitures de même type auxquelles le pouvoir adjudicateur peut raisonnablement s'attendre, eu égard à la nature des fournitures et, le cas échéant, compte tenu des déclarations publiques faites sur leurs caractéristiques concrètes par le contractant, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou sur l'étiquetage, conformément à l'état de la technique dans le secteur concerné et aux dispositions du présent CC, et plus particulièrement au cahier des charges et aux conditions de son offre;
- e) être emballées ou conditionnées selon le mode habituel pour les fournitures du même type ou, à défaut du mode habituel, d'une manière propre à les conserver et à les protéger.

II.4.12 Recours

Le contractant doit être responsable à l'égard du pouvoir adjudicateur de tout défaut de conformité qui existe au moment de la vérification des fournitures.

En cas de défaut de conformité, sans préjudice de l'article II.14 relatif aux dommages-intérêts applicables au prix total des fournitures concernées, le pouvoir adjudicateur est en droit:

- a) d'exiger la mise en conformité des fournitures, sans frais, par leur réparation ou leur remplacement;
- b) ou d'obtenir une réduction appropriée du prix.

La réparation ou le remplacement doit avoir lieu dans un délai raisonnable et ne pas causer d'inconvénient majeur au pouvoir adjudicateur, compte tenu de la nature des fournitures et de l'usage auquel il les destine.

L'expression «sans frais» mentionnée au point a) fait référence au coût de mise en conformité des fournitures, notamment aux frais d'affranchissement, de main-d'œuvre et de matériel.

II.4.13 Montage

Si le cahier des charges (annexe I) le stipule, le contractant doit assurer le montage des fournitures livrées, dans un délai d'un mois, sauf disposition contraire des conditions particulières.

Tout défaut de conformité qui résulte d'une mauvaise installation des fournitures doit être assimilé au défaut de conformité des fournitures si l'installation fait partie du CC et si elle a été effectuée par le contractant ou sous sa responsabilité. Cette disposition s'applique également si le produit devait être installé par le pouvoir adjudicateur et si son montage défectueux est dû à une erreur des instructions de montage.

II.4.14 Services afférents aux fournitures

Si le cahier des charges le stipule, des services afférents aux fournitures doivent être assurés.

II.4.15 Dispositions générales relatives aux fournitures

a) Emballage

Les fournitures doivent être emballées dans des boîtes ou caisses très résistantes ou par tout autre système garantissant une parfaite préservation du contenu et empêchant les dommages ou détériorations. Les emballages, palettes, etc., y compris le contenu, ne doivent pas dépasser 500 kg.

Sauf dispositions contraires des conditions particulières ou du cahier des charges (annexe I), les palettes doivent être considérées comme emballage perdu et ne doivent pas être retournées. Chaque boîte ou caisse doit être munie d'une étiquette de signalisation indiquant en caractères apparents:

- le nom du pouvoir adjudicateur et l'adresse de livraison;
- le nom du contractant;
- la désignation du contenu;
- la date de livraison;
- le numéro et la date du contrat spécifique;
- le numéro de code de la Commission attribué à l'article.

b) Garantie

Les fournitures doivent être garanties contre tout vice de fabrication et défaut de matière pendant deux ans à compter de la date de livraison, sauf si le cahier des charges prévoit une période de garantie plus longue.

Le contractant doit garantir que tous les permis et autorisations requis pour fabriquer et vendre les fournitures ont été obtenus.

Le contractant est tenu de remplacer à ses frais tout article s'étant détérioré ou devenu défectueux lors de son utilisation normale pendant la période de garantie. Le remplacement doit intervenir dans un délai raisonnable à convenir d'un commun accord.

Le contractant est responsable de tout défaut de conformité qui existe au moment de la livraison, même si le défaut n'apparaît qu'ultérieurement.

Le contractant est en outre responsable de tout défaut de conformité qui survient après la livraison et qui est imputable à l'inexécution de ses obligations, notamment s'il n'a pas garanti que, pendant une période déterminée, les fournitures soumises à un usage normal ou à un usage spécial conserveront les qualités ou les caractéristiques spécifiées.

En cas de remplacement d'une partie d'un article, la pièce de rechange doit être garantie, aux mêmes conditions, pendant une période d'une durée égale à celle mentionnée ci-dessus.

S'il est établi qu'un défaut est dû à une erreur systématique de conception, le contractant est tenu de remplacer ou de modifier toutes les pièces identiques incorporées dans les autres fournitures faisant partie de la même commande, même si elles n'ont causé aucun incident. Dans ce cas, la période de garantie doit être prolongée ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

II.5. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

II.5.1. Forme et moyens de communication

Toute communication d'informations, d'avis ou de documents au titre du CC doit:

- a) être établie par écrit sur support papier ou sous forme électronique dans la langue du contrat;
- b) porter le numéro du CC et, le cas échéant, le numéro du contrat spécifique;
- c) être établie selon les modalités de communication indiquées à l'article I.8; et
- d) être envoyée par courrier postal, courrier électronique ou, pour les documents visés dans les conditions particulières, via *e-PRIOR*.

Si une partie demande la confirmation écrite d'un courrier électronique dans un délai raisonnable, l'autre partie doit fournir le plus rapidement possible une version originale signée, sur support papier, de la communication.

Les parties conviennent que toute communication faite par courrier électronique produit tous ses effets juridiques et est recevable comme élément de preuve dans des procédures judiciaires.

II.5.2. Date des communications par courrier postal et par courrier électronique

Toute communication est réputée effectuée au moment de sa réception par la partie destinataire, sauf si le présent CC renvoie à la date à laquelle la communication a été envoyée.

Tout courrier électronique est réputé reçu par la partie destinataire le jour de son envoi, pour autant qu'il soit adressé à l'adresse électronique mentionnée à l'article I.8. L'expéditeur doit être en mesure de prouver la date d'envoi. Si l'expéditeur reçoit une notification d'échec de remise, il doit tout mettre en œuvre pour faire en sorte que l'autre partie reçoive effectivement la communication par courrier électronique ou par courrier postal. Dans ce cas, l'expéditeur

n'est pas considéré comme ayant manqué ou contrevenu à son obligation d'envoyer la communication dans un délai spécifique.

Le courrier envoyé au pouvoir adjudicateur est réputé reçu par celui-ci à la date de son enregistrement par le service responsable visé à l'article I.8.

Les *notifications formelles* sont réputées reçues par le destinataire à la date de réception indiquée dans la preuve reçue par l'expéditeur selon laquelle le message a été transmis au destinataire spécifique.

II.5.3. Présentation de documents électroniques via e-PRIOR

Si les conditions particulières le prévoient, l'échange de documents électroniques comme les contrats spécifiques et les factures entre les parties est automatisé au moyen de l'utilisation de la plateforme *e-PRIOR*. Cette plateforme prévoit deux possibilités d'échange: soit au moyen de services web (connexion de machine à machine), soit au moyen d'une application web (le *portail fournisseurs*).

Le pouvoir adjudicateur prend les mesures nécessaires pour mettre en œuvre et assurer la maintenance des systèmes électroniques qui permettent une utilisation efficace du *portail fournisseurs*.

Dans le cas d'une connexion de machine à machine, une connexion directe est établie entre les *back offices* des parties. Dans ce cas, les parties prennent de leur côté les mesures nécessaires pour mettre en œuvre et assurer la maintenance des systèmes électroniques qui permettent une utilisation efficace de la connexion de machine à machine. Les systèmes électroniques sont spécifiés dans le *document de contrôle des interfaces*. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit prendre les mesures d'ordre technique nécessaires pour établir une connexion de machine à machine, à ses propres frais.

Si la communication via le *portail fournisseurs* ou via les services web (connexion de machine à machine) est empêchée par des facteurs indépendants de la volonté d'une des parties, celle-ci doit le *notifier* à l'autre immédiatement, et les parties doivent prendre les mesures nécessaires pour rétablir cette communication.

S'il est impossible de rétablir la communication dans un délai de deux jours ouvrables, l'une des parties doit *notifier* à l'autre que les autres moyens de communication visés à l'article II.5.1 seront utilisés jusqu'à ce que le *portail fournisseurs* ou la connexion de machine à machine soit rétabli.

Lorsqu'une modification du *document de contrôle des interfaces* exige des adaptations, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dispose d'un maximum de six mois à compter de la réception de la *notification* pour mettre en œuvre cette modification. Ce délai peut être raccourci d'un commun accord entre les parties. Ce délai ne s'applique pas aux mesures urgentes requises par la politique de sécurité du pouvoir adjudicateur visant à garantir l'intégrité, la confidentialité et la non-répudiation des informations ainsi que la disponibilité d'*e-PRIOR*, qui doivent être appliquées immédiatement.

II.5.4. Validité et date des documents électroniques

Les parties conviennent que tout document électronique, y compris les pièces jointes, échangé via *e-PRIOR*:

- a) est considéré comme équivalant à un document sur support papier;
- b) est réputé être l'original du document;
- c) est juridiquement contraignant pour les parties dès qu'une personne autorisée dans *e-PRIOR* a exécuté l'action «signer» dans le système et porte tous ses effets juridiques; et
- d) constitue une preuve des informations qu'il contient et est recevable comme élément de preuve dans des procédures judiciaires.

Les parties renoncent expressément à tout droit de contester la validité d'un tel document sur le seul motif que les communications entre les parties ont été effectuées via *e-PRIOR* ou que le document a été signé via *e-PRIOR*. Si une connexion directe est établie entre les *back offices* des parties pour permettre le transfert électronique de documents, les parties conviennent qu'un document électronique, envoyé comme indiqué dans le *document de contrôle des interfaces*, est considéré comme un *message EDI*.

Si le document électronique est envoyé via le *portail fournisseurs*, il est réputé avoir été légalement émis ou envoyé lorsque le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en mesure de soumettre le document électronique avec succès sans message d'erreur. Les documents PDF et XML générés pour le document électronique sont considérés comme un accusé de réception par le pouvoir adjudicateur.

Si un document électronique est envoyé au moyen d'une connexion directe établie entre les *back offices* des parties, ce document électronique est réputé avoir été légalement émis ou envoyé lorsque le statut est «reçu», tel qu'indiqué dans le *document de contrôle des interfaces*.

Lorsqu'il utilise le *portail fournisseurs*, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut télécharger le message PDF ou XML pour chaque document électronique pendant un an après la soumission. Après cette période, les copies des documents électroniques ne sont plus disponibles pour un téléchargement automatique à partir du *portail fournisseurs*.

II.5.5. Personnes autorisées dans e-PRIOR

Le contractant présente une demande pour chaque personne qui doit se voir accorder le rôle d'«utilisateur» dans *e-PRIOR*. Ces personnes sont identifiées au moyen du service d'authentification de la Commission européenne (ECAS) et autorisées à accéder à *e-PRIOR* et à y effectuer des actions dans les limites autorisées par le rôle d'utilisateur que le pouvoir adjudicateur leur a attribué.

Les rôles d'utilisateur permettant aux personnes autorisées dans *e-PRIOR* de signer des documents juridiquement contraignants, tels que des offres spécifiques ou des contrats spécifiques, sont accordés sur présentation des documents justificatifs attestant que la personne autorisée est habilitée à agir en qualité de représentant légal du contractant.

II.6. RESPONSABILITE

II.6.1 Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable des dommages ou pertes causés par le contractant, y compris les dommages ou pertes causés à des tiers à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC.

II.6.2 Si la législation applicable le requiert, le contractant doit souscrire une police d'assurance couvrant les risques et dommages ou pertes relatifs à la mise en œuvre du CC. Il doit également souscrire les assurances complémentaires qui sont d'usage dans son secteur d'activité. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit lui fournir la preuve de la couverture d'assurance.

II.6.3 Le contractant est responsable des pertes ou dommages causés au pouvoir adjudicateur à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC, y compris dans le cadre de la sous-traitance, cette responsabilité étant toutefois limitée à un montant ne dépassant pas trois fois la valeur totale du contrat spécifique correspondant. Cependant, si le dommage ou la perte est imputable à une faute grave ou une faute intentionnelle du contractant, de son *personnel* ou de ses sous-traitants, le contractant est responsable du montant total du dommage ou de la perte.

II.6.4 Si un tiers intente une action contre le pouvoir adjudicateur en relation avec la *mise en œuvre du CC*, le contractant doit prêter assistance au pouvoir adjudicateur lors de la procédure judiciaire, notamment en intervenant à l'appui du pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier.

Si la responsabilité du pouvoir adjudicateur envers le tiers est établie et que cette responsabilité est causée par le contractant à l'occasion ou par le fait de la *mise en œuvre du CC*, l'article II.6.3 est applicable.

II.6.5 Si le contractant se compose d'au moins deux opérateurs économiques (ayant présenté une offre conjointe), ceux-ci sont conjointement et solidairement responsables de la *mise en œuvre du CC* à l'égard du pouvoir adjudicateur.

II.6.6 Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des pertes ou dommages subis par le contractant à l'occasion ou par le fait de la *mise en œuvre du CC*, à moins que cette perte ou ce dommage n'ait été causé par une faute intentionnelle ou une faute grave de la part du pouvoir adjudicateur.

II.7. CONFLIT D'INTERETS ET INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES

II.7.1 Le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation de *conflit d'intérêts ou d'intérêts à caractère professionnel contradictoires*.

II.7.2 Le contractant doit *notifier* par écrit au pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible toute situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* durant la *mise en œuvre du CC*. Le contractant doit prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le pouvoir adjudicateur peut effectuer les actions suivantes:

- a) vérifier que les mesures du contractant sont appropriées;
- b) exiger que le contractant prenne des mesures supplémentaires dans un délai imparti;
- c) décider de ne pas attribuer un contrat spécifique au contractant.

II.7.3 Le contractant doit répercuter par écrit toutes les obligations pertinentes auprès:

- a) de son personnel;
- b) de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom;
- c) des tiers participant à la *mise en œuvre du CC*, y compris les sous-traitants.

Le contractant doit également veiller à ce que les personnes visées ci-dessus ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.

II.8. CONFIDENTIALITE

II.8.1. Le pouvoir adjudicateur et le contractant doivent traiter de manière confidentielle toute information ou tout document, sous quelque forme que ce soit, divulgué par écrit ou oralement, qui est lié à la *mise en œuvre du CC* et désigné par écrit comme étant confidentiel.

II.8.2. Chaque partie a l'obligation:

- a) de ne pas utiliser d'*informations ou de documents confidentiels* à des fins autres que le respect des obligations qui lui incombent en vertu du CC ou du contrat spécifique sans l'accord préalable écrit de l'autre partie;
- b) d'assurer la protection de ces *informations ou documents confidentiels* en garantissant le même niveau de protection que pour ses propres *informations ou documents confidentiels*, et dans tous les cas avec toute la diligence nécessaire;
- c) de ne pas divulguer, directement ou indirectement, des *informations ou documents confidentiels* à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre partie.

II.8.3 L'obligation de confidentialité prévue au présent article est contraignante pour le pouvoir adjudicateur et le contractant pendant la *mise en œuvre du CC* et tant que les informations ou les documents restent confidentiels, sauf si:

- a) la partie concernée accepte de libérer plus tôt l'autre partie de l'obligation de confidentialité;
- b) les *informations ou les documents confidentiels* deviennent publics par d'autres moyens qu'une violation de l'obligation de confidentialité;
- c) la législation applicable exige la divulgation des *informations ou documents confidentiels*.

II.8.4 Le contractant doit obtenir de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom, ainsi que des tiers participant à la *mise en œuvre du CC*, l'engagement qu'ils se conformeront au présent article. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.

II.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

II.9.1 Toute donnée à caractère personnel figurant dans le CC ou associée à celui-ci, y compris dans le cadre de son exécution, doit être traitée conformément au règlement (UE) 2018/1725. Ces données ne doivent être traitées qu'aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi du CC par le responsable du traitement des données.

Le contractant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées par le responsable du traitement des données dans le cadre du présent CC possède des droits spécifiques en tant que personne concernée en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, et notamment le droit d'accéder à ses données à caractère personnel, de les rectifier ou de les supprimer, le droit de limiter le traitement de ces données ou, le cas échéant, de s'y opposer ou le droit à la portabilité des données.

Pour toute question concernant le traitement de ses données à caractère personnel, le contractant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC s'adresse au responsable du traitement des données. Il lui est également possible de s'adresser au délégué à la protection des données relevant du responsable du traitement des données. Les personnes concernées ont le droit d'introduire à tout moment une réclamation auprès du Contrôleur européen de la protection des données.

a) Des renseignements détaillés concernant le traitement des données à caractère personnel figurent dans l'avis relatif à la protection des données visé à l'article I.9.

II.9.2 Traitement des données à caractère personnel par le contractant

Le traitement de données à caractère personnel par le contractant doit satisfaire aux exigences du règlement (UE) 2018/1725 et s'effectuer uniquement aux fins définies par le responsable du traitement.

Le contractant aide le responsable du traitement à satisfaire à l'obligation qui lui incombe de donner suite aux demandes d'exercer leurs droits émanant de personnes dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC, comme prévu au chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725. Le contractant doit informer sans délai le responsable du traitement de ces demandes.

Le contractant ne peut agir que conformément aux instructions écrites et documentées et sous la supervision du responsable du traitement, notamment en ce qui concerne les finalités du traitement, les catégories de données pouvant être traitées, les destinataires des données et les moyens par lesquels la personne concernée peut exercer ses droits.

Le contractant donne à son personnel l'accès aux données dans la mesure strictement nécessaire à la mise en œuvre, à la gestion et au suivi du CC. Le contractant doit veiller à ce que le personnel autorisé à traiter les données à caractère personnel s'engage à respecter la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale de confidentialité conformément aux dispositions de l'article II.8.

Le contractant doit adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel appropriées, eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature, à la portée, au contexte et aux finalités du traitement, offrant notamment, selon les besoins:

- (a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- (b) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- (c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- (d) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement;
- (e) des mesures visant à protéger les données à caractère personnel contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, d'origine accidentelle ou illicite.

Dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 48 heures après en avoir eu connaissance, le contractant notifie au responsable du traitement les violations pertinentes de données à caractère personnel. Dans ce cas, le contractant communique au moins les informations suivantes au responsable du traitement:

- (a) la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- (b) les conséquences probables de la violation;
- (c) les mesures prises ou proposées pour remédier à la violation, y compris, s'il y a lieu, les mesures destinées à en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le contractant informe immédiatement le responsable du traitement des données si, selon lui, une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2018/1725, du règlement (UE) 2016/679 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données comme prévu au cahier des charges.

Le contractant aide le responsable du traitement à satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 à 41 du règlement (UE) 2018/1725, à savoir:

- (a) garantir le respect de ses obligations en matière de protection des données en ce qui concerne la sécurité du traitement et la confidentialité des communications électroniques et des annuaires d'utilisateurs;
- (b) notifier au Contrôleur européen de la protection des données toute violation de données à caractère personnel;
- (c) communiquer une violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, le cas échéant;
- (d) effectuer des analyses d'impact relatives à la protection des données et des consultations préalables dans la mesure nécessaire.

Le contractant tient un registre contenant toutes les opérations de traitement de données effectuées pour le compte du responsable du traitement, les transferts de données à caractère personnel, les violations de la sécurité, les suites données aux demandes soumises par des personnes dont les données à caractère personnel ont été traitées en vue d'exercer leurs droits et les demandes d'accès aux données à caractère personnel par des tiers.

Le pouvoir adjudicateur est soumis au protocole n°7 sur les privilèges et immunités de l'Union européenne figurant dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'inviolabilité des archives (y compris la localisation physique des données et des services comme prévu à l'article I.9.2) et la sécurité des données, ce qui

comprend les données à caractère personnel détenues pour le compte du pouvoir adjudicateur dans les locaux du contractant ou du sous-traitant.

Le contractant informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute demande juridiquement contraignante de divulgation des données à caractère personnel traitées pour le compte du pouvoir adjudicateur qui lui est adressée par une autorité publique nationale, y compris une autorité d'un pays tiers. Le contractant n'est pas autorisé à accorder cet accès sans l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.

La durée du traitement des données à caractère personnel par le contractant n'excédera pas la période indiquée à l'article II.24.2. À l'issue de cette période, le contractant doit, selon le choix du responsable du traitement, restituer dans les meilleurs délais et dans un format arrêté d'un commun accord toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement, ainsi que les copies de ces données, ou détruire de manière effective toutes les données à caractère personnel à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'exige de les conserver plus longtemps.

Aux fins de l'article II.10, si tout ou partie du traitement des données à caractère personnel est sous-traité à un tiers, le contractant transmet par écrit à ces parties, y compris aux sous-traitants, les obligations visées aux articles I.9.2 et II.9.2. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.

II.10. SOUS-TRAITANCE

- II.10.1** Le contractant ne peut sous-traiter ni faire exécuter le CC par des tiers autres que ceux déjà mentionnés dans son offre sans autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.
- II.10.2** Même si le pouvoir adjudicateur autorise la sous-traitance, le contractant reste lié par ses obligations contractuelles et est le seul responsable de la *mise en œuvre du CC*.
- II.10.3** Le contractant doit veiller à ce que le sous-contrat ne porte pas atteinte aux droits du pouvoir adjudicateur en vertu du présent CC, et notamment ceux visés aux articles II.8 et II.22.
- II.10.4** Le pouvoir adjudicateur peut demander au contractant de remplacer un sous-traitant se trouvant dans une des situations visées aux points d) et e) de l'article II.17.1.

II.11. AVENANTS

- II.11.1** Tout avenant au CC ou au contrat spécifique doit être établi par écrit avant l'exécution de toute obligation contractuelle. Un contrat spécifique ne peut constituer un avenant au CC.
- II.11.2** Tout avenant ne doit apporter aucune modification au CC ou à un contrat spécifique qui pourrait altérer les conditions initiales de la procédure de passation de marchés ou donner lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants.

II.12. CESSION

II.12.1 Le contractant ne peut céder les droits et obligations, y compris les créances et l'affacturage, découlant du CC sans l'autorisation préalable écrite du pouvoir adjudicateur. En pareils cas, le contractant doit communiquer au pouvoir adjudicateur l'identité de l'ayant droit.

II.12.2 Aucun droit ou obligation cédé par le contractant sans autorisation n'est opposable au pouvoir adjudicateur.

II.13. FORCE MAJEURE

II.13.1 Si une partie est confrontée à un cas de *force majeure*, elle doit immédiatement le *notifier* à l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de ces circonstances.

II.13.2 Une partie n'est pas responsable des retards dans l'exécution de ses obligations au titre du CC ou du non-respect de ces obligations si ce retard ou non-respect est le résultat d'un cas de *force majeure*. Si le contractant est empêché, par un cas de *force majeure*, de remplir ses obligations contractuelles, son droit au paiement de la rémunération se limite aux fournitures effectivement livrées et qui obtiennent un certificat de conformité.

II.13.3 Les parties doivent prendre toutes mesures nécessaires pour limiter les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de *force majeure*.

II.14. DOMMAGES-INTERETS

II.14.1. Livraison tardive

Si le contractant n'exécute pas ses obligations contractuelles dans le délai fixé par le présent CC, le pouvoir adjudicateur peut lui imposer le paiement de dommages-intérêts pour chaque jour de retard, calculés selon la formule suivante:

$$0,3 \times (V/d)$$

où:

V est le prix de l'achat ou de la fourniture en question;

d est la durée mentionnée dans le contrat spécifique correspondant pour la livraison de l'achat ou de la fourniture en question ou, à défaut, la période comprise entre la date visée à l'article I.4.2 et la date de livraison ou d'exécution stipulée dans le contrat spécifique correspondant, exprimées en jours.

Des dommages-intérêts peuvent être imposés avec une réduction des prix conformément aux conditions énoncées à l'article II.15.

II.14.2. Procédure

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention d'appliquer des dommages-intérêts et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention d'appliquer des dommages-intérêts; ou
- b) sa décision finale d'appliquer des dommages-intérêts et le montant correspondant.

II.14.3. Nature des dommages-intérêts

Les parties reconnaissent et conviennent expressément que toute somme payable au titre du présent article ne constitue pas une sanction et représente une estimation raisonnable de la juste compensation des dommages causés par la non-livraison des fournitures dans les délais applicables fixés dans le présent CC.

II.14.4. Réclamations et responsabilité

Les réclamations de dommages-intérêts n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.17.

II.15. REDUCTION DES PRIX

II.15.1. Normes de qualité

Si le contractant ne livre pas les fournitures conformément au CC ou au contrat spécifique («obligations inexécutées»), ou s'il ne livre pas les fournitures conformément aux normes de qualité attendues prévues dans le cahier des charges («livraison de faible qualité»), le pouvoir adjudicateur peut réduire ou recouvrer les paiements de manière proportionnelle à la gravité des obligations inexécutées ou de la livraison de faible qualité. Il s'agit en particulier des cas où le pouvoir adjudicateur ne peut approuver un document ou délivrer un certificat de conformité des fournitures tel que défini à l'article I.6 après présentation par le contractant des informations supplémentaires demandées, de corrections ou d'une nouvelle fourniture.

Une réduction des prix peut être imposée avec des dommages-intérêts dans les conditions de l'article II.14.

II.15.2. Procédure

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de réduire le paiement et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention de réduire le paiement; ou
- b) la décision finale de réduire le paiement et le montant correspondant.

II.15.3. Réclamations et responsabilité

Les réductions de prix n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.17.

II.16. SUSPENSION DE LA MISE EN ŒUVRE DU CC

II.16.1. Suspension par le contractant

Si le contractant est confronté à un cas de *force majeure*, il peut suspendre l'exécution d'un contrat spécifique.

Le contractant doit immédiatement *notifier* la suspension au pouvoir adjudicateur. La notification doit comprendre une description du cas de *force majeure* et indiquer le moment auquel le contractant devrait reprendre l'exécution du contrat.

Le contractant doit *notifier* au pouvoir adjudicateur qu'il est en mesure de reprendre l'*exécution du contrat spécifique*, à moins que celui-ci n'ait déjà résilié le CC ou le contrat spécifique.

II.16.2. Suspension par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre la *mise en œuvre* de tout ou partie du CC ou l'*exécution* de tout ou partie d'un *contrat spécifique*:

- a) si la procédure d'attribution du CC ou d'un contrat spécifique ou la *mise en œuvre du CC* se révèle entachée d'*erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude*;
- b) pour vérifier si *les erreurs substantielles, les irrégularités ou les fraudes* présumées ont effectivement eu lieu.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* la suspension au contractant. La suspension prend effet à la date de la *notification formelle*, ou à une date ultérieure indiquée dans la *notification formelle*.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier* au contractant le plus rapidement:

- a) sa décision de lever la suspension; ou
- b) son intention de résilier le CC ou un contrat spécifique au titre de l'article II.17.1, point f) ou j).

Le contractant ne peut exiger d'indemnisation en cas de suspension d'une partie quelconque du CC ou d'un contrat spécifique.

II.17. RESILIATION DU CC

II.17.1. Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le CC ou un contrat spécifique dans les cas suivants:

- c) si la livraison des fournitures prévue dans un contrat spécifique en cours n'a pas effectivement débuté dans les quinze jours suivant la date prévue à cet effet, et si la nouvelle date proposée, le cas échéant, est considérée comme inacceptable par le pouvoir adjudicateur, compte tenu de l'article II.11.2;
- d) si le contractant ne peut, par sa propre faute, obtenir un permis ou une autorisation nécessaire à la *mise en œuvre du CC*;
- e) si le contractant ne met pas en œuvre le CC ou n'exécute pas le contrat spécifique conformément au cahier des charges ou à la *demande de fournitures*, ou s'il ne remplit pas une autre obligation contractuelle substantielle, ou s'il refuse à plusieurs reprises de signer des contrats spécifiques. La résiliation d'au moins trois contrats spécifiques dans ces circonstances constitue également un motif de résiliation du CC;
- f) si le contractant ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes du contractant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier⁵;
- g) si le contractant ou toute *personne liée* fait l'objet d'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points c) à h), ou à l'article 136, paragraphe 2, du règlement financier;
- h) si la procédure d'attribution du CC ou la *mise en œuvre du CC* se révèle entachée d'*erreurs substantielles*, d'*irrégularités* ou de *fraude* ;
- i) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE;
- j) si le contractant se trouve dans une situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* visé à l'article II.7;
- k) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle dans la situation du contractant est susceptible d'influer de manière substantielle sur la *mise en œuvre du CC* ou de modifier de manière substantielle les conditions dans lesquelles le CC a initialement été attribué ou lorsqu'un

⁵ Regulation (EU, Euratom) 2018/1046 of the European Parliament and of the Council of 18 July 2018 on the financial rules applicable to the general budget of the Union, amending Regulations (EU) No 1296/2013, (EU) No 1301/2013, (EU) No 1303/2013, (EU) No 1304/2013, (EU) No 1309/2013, (EU) No 1316/2013, (EU) No 223/2014, (EU) No 283/2014, and Decision No 541/2014/EU and repealing Regulation (EU, Euratom) No 966/2012, OJ L 193 of 30.7.2018, p.1 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1544791836334&uri=CELEX:32018R1046> financières applicables au budget général de l'Union, tel que modifié <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32012R0966>.

- changement relatif aux situations d'exclusion énumérées à l'article 136 du règlement (UE) 2018/1046 remet en cause la décision d'attribution du contrat;;
- l) en cas de *force majeure*, si la reprise de la mise en œuvre est impossible ou si un changement nécessaire au CC ou au contrat spécifique signifierait que le cahier des charges n'est plus respecté ou donnerait lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants;
 - m) si les besoins du pouvoir adjudicateur évoluent et si de nouvelles fournitures ne sont plus nécessaires en vertu du CC; dans ces cas, les contrats spécifiques en cours ne sont pas remis en cause;
 - n) si, à la suite de la résiliation du CC conclu avec un ou plusieurs des contractants, le CC multiple avec remise en concurrence ne comporte plus la concurrence minimale requise.
 - o) si le contractant ne respecte pas les obligations en matière de protection des données découlant de l'article II.9.2
 - p) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en matière de protection des données découlant du règlement (UE) 2016/67

II.17.2. Motifs de résiliation par le contractant

Le contractant peut résilier le CC ou un contrat spécifique:

- a) s'il détient la preuve que le pouvoir adjudicateur a commis *des erreurs substantielles, des irrégularités ou une fraude* dans la procédure d'attribution du CC ou dans la *mise en œuvre du CC*;
- b) si le pouvoir adjudicateur ne respecte pas ses obligations, notamment l'obligation de fournir au contractant les informations nécessaires à la mise en œuvre du CC ou à l'exécution d'un contrat spécifique prévue dans le cahier des charges.

II.17.3. Procédure de résiliation

Une partie doit *notifier formellement* à l'autre partie son intention de résilier le CC ou un contrat spécifique en précisant les motifs de la résiliation.

L'autre partie dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception pour faire part de ses observations, y compris les mesures qu'elle a prises pour assurer la continuité du respect de ses obligations contractuelles. À défaut, la décision de résiliation devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si l'autre partie présente des observations, la partie souhaitant résilier doit lui *notifier formellement* le retrait de son intention de résilier ou sa décision finale de résiliation.

Dans les cas visés à l'article II.17.1, points a) à d), g) à i), k) et l), et à l'article II.17.2, la date à laquelle la résiliation prend effet doit être précisée dans la *notification formelle*.

Dans les cas visés à l'article II.17.1, points e), f) et j), la résiliation est effective le jour suivant la date à laquelle le contractant a reçu *notification* de la résiliation.

En outre, à la demande du pouvoir adjudicateur et indépendamment des motifs de résiliation, le contractant doit fournir toute l'assistance nécessaire, y compris les informations, documents et dossiers, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'achever ou de continuer la livraison des fournitures, ou de la transférer à un nouveau contractant ou en interne, sans interruption ou effet négatif sur la qualité ou la continuité de la livraison des fournitures. Les parties

peuvent convenir d'établir un plan de transition précisant les modalités de l'assistance du contractant, à moins qu'un tel plan ne soit déjà détaillé dans les autres documents contractuels ou dans le cahier des charges. Le contractant doit fournir cette assistance sans frais supplémentaires, sauf s'il peut démontrer que cette assistance nécessite des ressources ou moyens supplémentaires substantiels, auquel cas il doit fournir une estimation des frais engagés et les parties négocieront un arrangement de bonne foi.

II.17.4. Effets de la résiliation

Le contractant est responsable des dommages subis par le pouvoir adjudicateur à la suite de la résiliation du CC ou d'un contrat spécifique, y compris le coût de désignation d'un autre contractant pour livrer ou achever les fournitures, à moins que les dommages n'aient été causés par la situation visée à l'article II.17.1, point j), k) ou l), ou à l'article II.17.2. Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'indemnisation de ces dommages.

Le contractant n'a pas droit à une indemnisation des pertes résultant de la résiliation du CC ou d'un contrat spécifique, y compris la perte de bénéfices attendus, à moins que cette perte n'ait été causée par la situation visée à l'article II.17.2.

Le contractant doit prendre toutes mesures nécessaires pour réduire les coûts au minimum, pour éviter les dommages et pour annuler ou réduire ses engagements.

Le contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de résiliation pour présenter les rapports et factures requis pour les fournitures livrées avant la date de résiliation.

En cas d'offre conjointe, le pouvoir adjudicateur peut résilier le CC ou un contrat spécifique conclu avec chaque membre du groupement séparément en vertu de l'article II.17.1, point d), e) ou g), dans les conditions fixées à l'article II.11.2.

II.18. FACTURES, TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET FACTURATION ELECTRONIQUE

II.18.1. Factures et taxe sur la valeur ajoutée

Sur les factures doivent figurer l'identité du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe), le montant, la monnaie et la date, ainsi que la référence du CC et celle du contrat spécifique.

Les factures doivent indiquer le lieu d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) et doivent mentionner séparément les montants hors TVA et les montants TVA comprise.

Le pouvoir adjudicateur est exonéré de tous droits et taxes, notamment de la TVA, en application des dispositions des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin de s'assurer de l'exemption des droits et taxes, notamment de la TVA, pour les fournitures et services nécessaires à la *mise en œuvre du CC*.

II.18.2. Facturation électronique

Si les conditions particulières le prévoient, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) présente des factures sous format électronique si les conditions concernant la signature électronique énoncées par la directive 2006/112/CE sur la TVA sont satisfaites, à savoir si une signature électronique qualifiée ou l'échange de données informatisé sont utilisés.

La réception des factures au format standard (pdf) ou par courrier électronique n'est pas acceptée.

II.19. REVISION DES PRIX

Si un indice de révision des prix est prévu à l'article I.5.2, le présent article y est applicable.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du CC.

Au début de la deuxième année du CC et de chaque année qui suit, chaque prix peut être révisé à la hausse ou à la baisse sur demande d'une des parties.

Une partie peut demander une révision des prix par écrit au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du CC. L'autre partie doit accuser réception de la demande dans un délai de 14 jours à compter de la réception de celle-ci.

À la date anniversaire, le pouvoir adjudicateur doit communiquer l'indice final du mois de réception de la demande ou, à défaut, le dernier indice provisoire disponible pour ce mois. Le contractant établit le nouveau prix sur cette base et le communique dès que possible au pouvoir adjudicateur pour vérification.

Le pouvoir adjudicateur achète aux prix en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du contrat spécifique.

La révision des prix est calculée au moyen de la formule suivante:

$$I_r$$

$$Pr = Po \times \left(\frac{I_r}{I_o} \right)$$

$$I_o$$

où: Pr = prix révisé;

Po = prix de l'offre;

I_o = indice du mois d'entrée en vigueur du CC;

I_r = indice du mois de réception de la demande de révision des prix.

II.20. PAIEMENTS ET GARANTIES

II.20.1. Date du paiement

Les paiements sont réputés effectués à la date de débit du compte du pouvoir adjudicateur.

II.20.2. Monnaie

Les paiements sont exécutés en euros ou dans la monnaie indiquée à l'article I.7.

II.20.3. Conversion

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le pouvoir adjudicateur se fait au cours journalier de l'euro publié au *Journal officiel de l'Union européenne* ou, à défaut, au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable le jour de l'établissement de l'ordre de paiement.

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le contractant se fait au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable à la date de la facture.

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_fr.cfm

II.20.4. Frais de virement

Les frais de virement sont répartis comme suit:

- a) les frais d'émission facturés par la banque du pouvoir adjudicateur sont à la charge de ce dernier;
- b) les frais de réception facturés par la banque du contractant sont à la charge de ce dernier;
- c) les frais liés à un virement supplémentaire imputable à l'une des parties sont à la charge de celle-ci.

II.20.5. Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie

Si, conformément à l'article I.6, une garantie financière est exigée pour le versement d'un préfinancement, ou à titre de garantie de bonne fin ou de retenue de garantie, les conditions suivantes doivent être remplies:

- a) la garantie financière est fournie par une banque ou un établissement financier agréé par le pouvoir adjudicateur ou, à la demande du contractant et avec l'accord du pouvoir adjudicateur, par un tiers;
- b) le garant intervient en qualité de garant à première demande et n'exige pas que le pouvoir adjudicateur poursuive le débiteur principal (le contractant).

Les frais occasionnés par la fourniture de cette garantie sont à la charge du contractant.

Les garanties de préfinancement doivent rester en vigueur jusqu'à l'apurement du préfinancement par déduction des paiements intermédiaires ou du paiement du solde. Lorsque

ce dernier prend la forme d'une note de débit, la garantie de préfinancement doit rester en vigueur pendant les trois mois qui suivent l'envoi de la note de débit au contractant. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans le mois qui suit.

Les garanties de bonne fin couvrent le respect des obligations contractuelles substantielles jusqu'à l'approbation définitive de la fourniture par le pouvoir adjudicateur. La garantie de bonne fin ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat spécifique. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans son intégralité après la délivrance du certificat définitif de conformité de la fourniture, comme le prévoit le contrat spécifique.

Les retenues de garantie couvrent la totalité de la livraison des fournitures conformément au contrat spécifique, notamment durant le délai de responsabilité et jusqu'à la délivrance du certificat définitif de conformité par le pouvoir adjudicateur. La retenue de garantie ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat spécifique. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie après l'expiration du délai de responsabilité comme le prévoit le contrat spécifique.

Le pouvoir adjudicateur ne peut demander une retenue de garantie pour un contrat spécifique lorsqu'il a demandé une garantie de bonne fin.

II.20.6. Paiements intermédiaires et paiement du solde

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement intermédiaire, comme le prévoit l'article I.6, le cahier des charges ou le contrat spécifique.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement du solde dans les 60 jours suivant la fin de la période de livraison des fournitures, comme le prévoit l'article I.6, le cahier des charges ou le contrat spécifique.

Le paiement de la facture et l'approbation des documents n'emportent reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et informations qui y sont contenues.

Le paiement du solde peut prendre la forme d'un recouvrement.

II.20.7. Suspension du délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre à tout moment les délais de paiement visés à l'article I.6 en *notifiant* au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sa facture ne peut être traitée. Les motifs que le pouvoir adjudicateur peut invoquer pour justifier son incapacité à traiter une facture sont les suivants:

- a) la facture n'est pas conforme aux dispositions du CC;
- b) le contractant n'a pas produit les fournitures ou les documents appropriés; ou
- c) le pouvoir adjudicateur a des observations à formuler sur les fournitures ou les documents présentés avec la facture.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier* une telle suspension au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dès que possible, en la motivant.

La suspension prend effet à la date d'envoi de la *notification* par le pouvoir adjudicateur. Le délai de paiement restant reprend à compter de la date de réception des informations demandées ou des documents révisés ou de la réalisation des vérifications complémentaires requises, notamment des contrôles sur place. Si la période de suspension est supérieure à deux mois, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander au pouvoir adjudicateur de motiver le maintien de la suspension.

Lorsque les délais de paiement ont été suspendus à la suite du refus d'un document visé au premier alinéa du présent article et que le nouveau document produit est également refusé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat spécifique conformément à l'article II.17.1, point c).

II.20.8. Intérêts de retard

À l'expiration des délais de paiement visés à l'article I.6, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en droit d'obtenir des intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros (taux de référence), majoré de huit points. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement prend fin, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

La suspension du délai de paiement conformément à l'article II.20.7 ne peut être considérée comme donnant lieu à un retard de paiement.

Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et, au plus tard, la date du paiement telle que définie à l'article II.20.1.

Toutefois, lorsque les intérêts calculés sont d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, ils ne sont versés au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sur demande présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

II.21. RECOUVREMENT

II.21.1 Si un montant doit faire l'objet d'un recouvrement aux termes du CC, le contractant doit reverser ledit montant au pouvoir adjudicateur.

II.21.2 Procédure de recouvrement

Avant de procéder au recouvrement, le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de recouvrer le montant concerné, en précisant le montant dû et les motifs du recouvrement et en invitant le contractant à faire part de ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si aucune observation n'a été présentée ou si, malgré les observations présentées, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la procédure de recouvrement, il doit confirmer ce recouvrement en *notifiant formellement* une note de débit au contractant, précisant la date de paiement. Le contractant doit payer le montant conformément aux dispositions de la note de débit.

Si le contractant n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance, le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le contractant par écrit, recouvrer les montants dus:

- a) par compensation avec des sommes que l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique doivent au contractant;
- b) par mobilisation de la garantie financière si le contractant a remis une telle garantie au pouvoir adjudicateur;
- c) par une action en justice.

II.21.3 Intérêts de retard

Si le contractant n'honore pas l'obligation d'acquitter le montant dû à la date d'échéance fixée par le pouvoir adjudicateur dans la note de débit, la somme due est majorée d'intérêts au taux indiqué à l'article II.20.8. Les intérêts de retard porteront sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date à laquelle le pouvoir adjudicateur obtient le paiement intégral de la somme due.

Tout paiement partiel s'impute d'abord sur les frais et intérêts de retard et ensuite sur le principal.

II.21.4 Règles en matière de recouvrement dans le cas d'une offre conjointe

Si le contrat est signé par un groupement (offre conjointe), ce groupement est conjointement et solidairement responsable en vertu des conditions énoncées à l'article II.6 (responsabilité). Le pouvoir adjudicateur réclame d'abord la totalité du montant au chef de file.

Si le chef de file n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance et si le montant ne peut être compensé conformément à l'article II.21.2, point a), le pouvoir adjudicateur peut réclamer l'intégralité du montant aux autres membres du groupement en leur *notifiant* la note de débit déjà envoyée au chef de file en vertu de l'article II.21.2.

II.22. CONTROLES ET AUDITS

II.22.1 Le pouvoir adjudicateur et l'Office européen de lutte antifraude peuvent procéder à un contrôle ou exiger un audit de la *mise en œuvre du CC*. Ces contrôles et audits peuvent être effectués par le personnel de l'OLAF ou par tout organisme externe mandaté par ce dernier à cet effet.

Ces contrôles et audits peuvent être lancés à tout moment durant la livraison des fournitures et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

La procédure d'audit commence à la date de réception de la lettre correspondante envoyée par le pouvoir adjudicateur. Les audits se déroulent en toute confidentialité.

II.22.2 Le contractant doit conserver l'ensemble des documents originaux sur tout support approprié, y compris sur support numérique lorsque celui-ci est autorisé par la législation nationale, pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

II.22.3 Le contractant doit accorder au personnel du pouvoir adjudicateur et aux personnes extérieures mandatées par ce dernier un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le CC est mis en œuvre, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous format électronique, pour mener à bien ces contrôles et audits. Le

contractant doit veiller à la disponibilité immédiate des informations au moment du contrôle ou de l'audit et, en cas de demande en ce sens, à leur transmission sous une forme appropriée.

- II.22.4** Sur la base des constatations faites lors de l'audit, un rapport provisoire est établi. Le pouvoir adjudicateur ou son mandataire doit l'envoyer au contractant, qui dispose de 30 jours à compter de la date de réception pour formuler des observations. Le contractant doit recevoir le rapport final dans un délai de 60 jours à compter de l'expiration du délai de présentation des observations.

Sur la base des constatations finales issues de l'audit, le pouvoir adjudicateur peut procéder au recouvrement total ou partiel des paiements effectués conformément à l'article II.21 et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

- II.22.5** En vertu du règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les *fraudes* et autres *irrégularités* et du règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), l'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et des vérifications sur place, afin d'établir s'il y a eu *fraude*, corruption ou autre activité illégale dans le cadre du contrat portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Les constatations qui ressortent d'une enquête peuvent entraîner des poursuites judiciaires au titre de la législation nationale.

Les enquêtes peuvent être réalisées à tout moment durant l'exécution du contrat et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

- II.22.6** La Cour des comptes dispose des mêmes droits, notamment du droit d'accès, que le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les contrôles et audits.

CONTRAT SPECIFIQUE

n° [compléter]

mettant en application le contrat-cadre n° [compléter]

1. L'Union européenne (ci-après «l'Union»), représentée par la [Commission européenne] (ci-après «le pouvoir adjudicateur»), (elle/lui)-même représenté(e) en vue de la signature du présent contrat spécifique par [prénom, nom, fonction, service de l'ordonnateur compétent],

et

2. [Dénomination officielle complète]

[Forme juridique officielle]

[Numéro d'enregistrement légal ou numéro de carte d'identité ou de passeport]

[Adresse officielle complète]

[N° du registre de la TVA]

[désigné(e) comme chef de file du groupement par les membres du groupement qui a présenté l'offre conjointe]

[reproduire ces données pour chaque contractant en cas d'offre conjointe et poursuivre la numérotation]

(ci-après [collectivement] «le contractant»), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat spécifique par [prénom, nom et fonction du représentant légal,]

SONT CONVENU(E)S

ARTICLE 1. OBJET

- 1.1** Le présent contrat spécifique met en œuvre le contrat-cadre (CC) n° [compléter], [lot [compléter]], signé par les parties le [date].
- 1.2** Conformément aux dispositions énoncées dans le CC et dans le présent contrat spécifique et [son][ses][leur][leurs] annexe[s], qui en [fait][font] partie intégrante, le contractant doit livrer les [fournitures suivantes:] [fournitures précisées à l'annexe [compléter].]

ARTICLE 2. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

- 2.1** Le présent contrat spécifique entre en vigueur [à la date de sa signature par la dernière partie] [le [date] si les deux parties l'ont déjà signé].
- 2.2** L'exécution du contrat commence [à la date d'entrée en vigueur du présent contrat spécifique] [le date].
- 2.3** L'exécution du contrat ne doit pas dépasser [compléter] [jours] [mois]. Les parties peuvent prolonger la durée au moyen d'un accord écrit avant que celle-ci ne soit écoulée et avant l'expiration du CC.

ARTICLE 3. PRIX

- 3.1** Le prix à verser au titre du présent contrat spécifique s'élève à [montant en chiffres et en lettres] EUR.

[Le montant maximal couvrant l'ensemble des achats au titre du présent contrat spécifique et à l'exclusion de la révision des prix s'élève à [montant en chiffres et en lettres] EUR.]

[Option: pour les contractants pour lesquels la TVA est due en Belgique]

[En Belgique, l'utilisation du présent contrat vaut présentation d'une demande d'exemption de la TVA n° 450, article 42, paragraphe 3.3, du code de la TVA (circulaire 2/1978), à condition que la facture porte la mention suivante: «Exonération de la TVA, article 42, paragraphe 3.3, du code de la TVA (circulaire 2/1978)» ou une mention équivalente en néerlandais ou en allemand.]

[Option: pour les contractants pour lesquels la TVA est due au Luxembourg]

[Au Luxembourg, le contractant doit porter la mention suivante sur les factures: «Commande destinée à l'usage officiel de l'Union européenne. Exonération de la TVA Article 43 § 1 k 2° tiret de la loi modifiée du 12.02.79». Pour les achats intracommunautaires, il convient d'ajouter sur les factures la mention: «À l'usage officiel de l'Union européenne. Exonération de la TVA / Union européenne / Article 151 de la directive 2006/112/CE du Conseil.»]

ARTICLE 4. MODALITES DE COMMUNICATION

Aux fins du présent contrat spécifique, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes:

Pouvoir adjudicateur:

Commission européenne

Direction générale [compléter]

[Direction [compléter]]

[Unité [compléter]]

[Code postal et ville]

Adresse électronique: [boîte fonctionnelle]

Contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe):

[Nom complet]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [compléter]

ARTICLE 5. GARANTIE DE BONNE FIN

[La garantie de bonne fin n'est pas applicable au présent contrat spécifique.]

[Le présent contrat fait l'objet d'une garantie de bonne fin de [compléter] % du prix du contrat spécifique]. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit fournir une garantie de bonne fin sous la forme d'une garantie financière correspondant à [montant en chiffres et en lettres] EUR conformément aux conditions énoncées à l'article II.21.5. La garantie doit être libérée [30] [60] [90] jours après la délivrance du certificat définitif de conformité des fournitures.]

ARTICLE 6. RETENUE DE GARANTIE

[La retenue de garantie n'est pas applicable au présent contrat spécifique.]

[Le présent contrat spécifique fait l'objet d'une retenue de garantie de [compléter] % du prix du contrat.]

[Option 1: Retenue de garantie par prélèvement]

[La garantie est constituée par le prélèvement de ce montant sur les paiements. Elle est retenue pendant [30] [60] [90] jours après la délivrance du certificat définitif de conformité des fournitures.]

[Option 2: Retenue de garantie par garantie financière]

[Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit fournir une retenue de garantie sous la forme d'une garantie financière correspondant à [montant en chiffres et en lettres] EUR conformément aux conditions énoncées à l'article II.21.5. La garantie doit être libérée [30] [60] [90] jours après la délivrance du certificat définitif de conformité des fournitures.]

Annexes

Demande de fourniture

Offre spécifique du contractant du [date]

Signatures:

Pour le contractant,

Pour le pouvoir adjudicateur,

[dénomination sociale/prénom/nom/fonction]

[prénom/nom/fonction]

signature:

Fait à [lieu], le [date]

signature:

Fait à [lieu], le [date]

en deux exemplaires en français.

BON DE COMMANDE

		CONTRAT-CADRE BON DE COMMANDE			
COMMISSION EUROPEENNE		(Nom et adresse du contractant)			
DG et unité:	N° de commande:				
	Monnaie de paiement: EUR				
Tél.:	Offre (date et référence):				
E-mail:					
La présente commande est régie par le contrat-cadre n° _____ en vigueur du _____ au _____					
DÉSIGNATION DES FOURNITURES / SERVICES et code		UNITÉ	QUANTITÉ	PRIX en EUR	
				UNITAIRE	TOTAL
-					
-					
<p>En application des dispositions des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, la Commission est exonérée de tous droits, impôts et taxes, notamment de la taxe sur la valeur ajoutée, sur les paiements dus en vertu du présent contrat. Pour les achats intracommunautaires, il convient d'ajouter sur la facture la mention «Exonération de la TVA / Union européenne / Article 151 de la directive 2006/112/CE du Conseil».</p> <p>[En Belgique, l'utilisation du présent contrat vaut présentation d'une demande d'exemption de la TVA n° 450, article 42, paragraphe 3.3, du code de la TVA (circulaire 2/1978), à condition que la facture porte la mention suivante: «Exonération de la TVA, art. 42 § 3.3 du code TVA (circulaire n° 2/1978)».]</p>		Emballage Assurance Transport Montage TVA			
		TOTAL:			
Lieu de livraison ou d'exécution et/ou Incoterm: Date finale de livraison ou d'exécution: Modalités de paiement: Garantie:		Signature du contractant Nom: Fonction: Date:			
Date d'émission: Signature [nom et fonction] [et, pour la Belgique, cachet de la Commission]: [Pour la Belgique, numéro de dossier auprès du Protocole du SPF Affaires étrangères] La facture ne sera acquittée que si le contractant a renvoyé le bon de commande signé.					